

Dette publique, machine à fric

vendredi 31 octobre 2008, par [BOURNAY Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2008).

Les montants énormes annoncés pour le sauvetage des banques et des entreprises amènent à s'interroger : il y a six mois, on nous disait que les caisses étaient vides, alors d'où vient l'argent et qui va payer finalement ?

Certes, l'argent des plans de sauvetage ne sera pas dépensé immédiatement. Pour la plus grande part (par exemple, en France, 320 des 360 milliards d'euros), il s'agit d'un engagement de l'État à aider les banques qui pourraient rencontrer des problèmes de refinancement. Le reste (40 milliards, pour l'instant, en France) va être dépensé très rapidement (déjà 15 milliards, vendredi 24 octobre), pour prendre des participations (annoncées comme provisoires et sans droit de vote) dans le capital de quelques banques en grande difficulté.

Mais il n'y a pas de mystère : l'État trouve ses ressources, soit par l'impôt (ou les cotisations sociales pour la Sécu), soit par l'emprunt. Comme il n'est toujours pas question de revenir sur le bouclier fiscal et les baisses d'impôts pour les plus riches, l'État, par l'intermédiaire de sociétés financières publiques spécialement créées pour cela, va emprunter. La dette publique va donc augmenter. Au 31 décembre 2007, celle-ci était, en France, de 1 500 milliards d'euros, dont 1 200 pour la dette de l'État, le reste se partageant entre les collectivités locales et le système de Sécurité sociale. Ces chiffres sont impressionnants (environ deux tiers du PIB en 2007), mais il faut souligner que les administrations publiques n'ont pas que des dettes, elles ont aussi des avoirs : sous forme de bâtiments et de terrains, pour environ 1 450 milliards d'euros (principalement les collectivités locales), et des actifs financiers, pour environ 850 milliards (principalement l'État), soit au total environ 2 300 milliards, c'est-à-dire bien plus que la dette !

D'un autre côté, cette dette n'est pas un drame pour tout le monde, car elle entraîne le versement d'intérêts : 50 milliards d'euros en 2007, c'est-à-dire environ l'équivalent du montant du déficit public ! Les télévisions, qui relaient la propagande gouvernementale en affichant sur un écran le montant de la dette qui augmente à chaque seconde, devraient afficher juste en dessous le montant des intérêts qui tombent à la même vitesse dans les poches des rentiers.

Au plan international, toutes les dettes publiques des pays riches sont une très bonne affaire pour les rentiers. En particulier, les bons du trésor des divers gouvernements sont très recherchés, et la répartition des détenteurs est aujourd'hui un instrument important de la mondialisation, pas seulement financière. C'est ainsi que la Chine est le plus gros détenteur de bons du trésor américains. Ce qui crée un lien fort et pervers entre les deux pays : en achetant ces bons, la Chine prête aux États-Unis, qui peuvent ainsi continuer à importer des produits chinois malgré leur gigantesque déficit commercial extérieur. Cet équilibre instable entre prêteurs et emprunteurs vient de s'écrouler dans le domaine particulier du financement de l'immobilier aux États-Unis, ce qui a eu des conséquences immédiates pour l'ensemble de l'économie mondialisée. Comme vient de s'écrouler la fable des marchés autorégulés de la théorie officielle.

Il est remarquable que les célèbres critères de Maastricht, déficit et dette publics inférieurs à 3 % et 60 % du PIB respectivement, qui servaient à « justifier » les politiques d'austérité et les

privatisations, aient disparu, maintenant qu'il s'agit de « sauver les banques ». Les dettes publiques vont donc augmenter, et les gouvernements sont bien décidés à faire payer la note aux travailleurs, à moins que de fortes mobilisations ne les en empêchent. Les revendications sont claires et communes dans tous les pays : il faut revenir sur tous les abattements fiscaux au profit des plus hauts revenus et il faut exiger, au minimum, que les fonds accordés aux banques et aux entreprises soient de véritables prises de participation avec pouvoirs de décision, bases d'un secteur financier public à l'abri de la spéculation. En France, cela passe aussi par le refus de la privatisation de La Poste et de la banalisation du Livret A.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2272, 30/10/2008.